



**MISSION PERMANENTE DE LA SUISSE  
AUPRÈS DES NATIONS UNIES**

**Seul le texte prononcé fait foi**

**Deuxième réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du  
Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce  
illicite des armes légères sous tous ses aspects**

**Discussion Thématique: Contrôle des exportations**

**Déclaration  
de  
Mme Heidi Grau  
Division politique IV,  
« Politique de paix et sécurité humaine »,  
Département fédéral des affaires étrangères,  
Berne**

---

**Check against delivery**

**Second Biennial Meeting of States to Consider the Implementation of the  
Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small  
Arms and Light Weapons in all Its Aspects**

**Thematic Debate: Export Control**

**Statement  
by  
Ms Heidi Grau  
Political Division IV,  
“Peace Policy and Human Security”,  
Federal Department of Foreign Affairs,  
Bern**

**New York, le 14 juillet 2005**

Monsieur le Président,

La Suisse considère que les contrôles d'exportation et la réglementation du courtage sont des instruments essentiels dans la démarche globale de lutte contre la dissémination des armes légères et de petit calibre.

Ces deux outils sont intrinsèquement liés. Ce que reflète d'ailleurs l'agenda, qui prévoit aujourd'hui un débat unique sur ces deux sujets. En effet, si tous les pays avaient en place des contrôles d'exportation efficaces, cela réduirait automatiquement le courtage illicite puisque les courtiers ne seraient du coup plus en mesure de tirer parti du maillon le plus faible de la chaîne. En outre, il faut souligner que les mesures de contrôle d'exportation sont plus faciles à mettre en œuvre que celles sur le courtage, car les armes en cause se trouvent sur le territoire de l'autorité responsable du contrôle.

Toutefois, la Suisse reconnaît la nécessité de renforcer le contrôle des activités de courtage, qui restent aujourd'hui largement incontrôlées dans beaucoup de pays. C'est pourquoi elle soutient l'établissement d'une série de standards minimaux au niveau international, ainsi que le développement d'une acception universelle des notions d'intermédiaire et de courtage.

De manière générale, le contrôle des transferts d'armes implique que les activités telles que l'exportation et le courtage soient soumises à un système d'autorisation par l'État. Celui-ci doit appuyer sa décision sur un certain nombre de critères garantissant que les armes en question seront utilisées de façon responsable. La législation suisse en la matière prévoit que les décisions de transfert d'armes doivent reposer notamment sur des considérations qui ont trait au maintien de la paix, de la sécurité internationale et de la stabilité régionale, au respect des droits de l'homme ou encore à l'attitude du pays de destination envers la communauté internationale.

Il est évident que si nous voulons lutter de manière globale et efficace contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, de tels critères sont essentiels au niveau national, mais aussi international. Aujourd'hui, le Programme d'action reste

vague à leur sujet. Il affirme simplement que dans leurs procédures d'autorisation, les États doivent tenir compte des responsabilités qui leur incombent en vertu du droit international pertinent, considérant en particulier le risque de détournement des armes vers le commerce illégal. La Suisse estime qu'il faut préciser ce qu'incluent ces responsabilités en formulant des critères précis, susceptibles de guider les États dans l'examen des demandes de transfert d'armes légères et de petit calibre.

De surcroît, au-delà de l'établissement de critères, la Suisse souhaite que l'on s'accorde sur une interprétation commune. En effet, si nous renonçons à exporter des armes légères et de petit calibre vers un pays, estimant que ce transfert compromettrait la stabilité régionale, mais qu'un autre pays autorise ce même transfert en affirmant le contraire, l'effet sera nul en ce qui concerne la lutte contre la prolifération. Ainsi, seule une politique commune nous permettra de combattre réellement la dissémination des armes légères et de petit calibre.

La mise en place et le respect des embargos sur les armes représentent un précieux moyen de freiner l'escalade des guerres et des conflits et de soutenir les processus de paix, voire de prévenir les conflits. Les paragraphes II/15 et 32 du Programme d'action des Nations unies soulignent la responsabilité des pays dans ce domaine. Comme l'a montré l'analyse des rapports nationaux 2003 à laquelle a procédé l'UNIDIR, une petite moitié seulement des pays aborde la question des embargos sur les armes. La Suisse invite tous les pays membres à accorder plus d'attention à ce point et à intégrer dans leur législation nationale des dispositions sanctionnant convenablement les violations des embargos sur les armes. Il est également primordial que les pays membres fournissent le soutien nécessaire à l'ONU, notamment sous forme de compétences en matière de surveillance des embargos sur les armes.

La Suisse souligne à quel point il est important de prévoir des mécanismes fonctionnels de traçage, parallèlement aux mesures visant à faire respecter les contrôles d'exportation et les embargos sur les armes. Le traçage aide à identifier et à couper les voies d'acheminement du commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Il serait souhaitable à l'avenir que l'ONU ménage une plus large place aux actions de traçage dans les opérations de maintien de la paix, dans les comités de sanctions et dans les projets de DDR, en formulant en conséquence leurs mandats et en leur fournissant les experts nécessaires.

Mr. Chairman,

Switzerland views export control and the regulation of brokering as essential instruments in global efforts to combat the proliferation of small arms and light weapons.

The fact that these two tools are intrinsically linked is reflected by today's agenda, which deals with them in a single debate. It can be said that if all nations had efficient export controls today this would automatically limit the extent of illicit brokering, since it would no longer be possible for brokers to take advantage of the weakest link in the chain. Furthermore, it should be stressed that export-control measures are easier to apply than measures aimed at brokering, since the weapons in question are to be found on the territory of the authority responsible for applying such controls.

Switzerland does nonetheless recognise that there is a need to strengthen the control of brokering activities, control which is non-existent in many countries today. It is for this reason that Switzerland supports the establishment of a series of minimum standards at the international level as well as the development of a universal understanding of the notions of intermediary or "middleman" and brokering.

Generally speaking, controlling the transfer of arms means submitting such activities as export and brokering to a system of State authorisation. To ensure that the arms in question are to be used in a responsible manner the State decision-making process must be guided by a certain number of criteria. The relevant Swiss legislation requires that decisions on the transfer of arms shall above all take into consideration such aspects as the maintenance of peace, international security and regional stability, the respect for human rights, and the country of destination's attitude with regard to the international community.

It is quite clear that if we wish to combat the proliferation of small arms and light weapons in a comprehensive and effective manner the establishment of such criteria is essential not just on a national basis but also at the international level. Today the UN Programme of Action remains vague on the utilisation of such criteria. It merely affirms

that in their authorisation procedures States must bear in mind their responsibilities under the relevant international laws, taking note in particular of the risk that such arms might be diverted into illegal trade. In Switzerland's view the nature of these responsibilities should be made more specific through the establishment of precise criteria for States to use as guidelines when examining requests for the transfer of small arms and light weapons.

Furthermore in addition to the establishment of such criteria Switzerland would like to see a general agreement on their interpretation. For indeed if we forgo exporting small arms and light weapons to a given country because we consider such a transfer a threat to regional stability, and we then see a third country authorise the transfer while affirming the opposite, the net result in terms of efforts to combat proliferation will be zero. Clearly only the adoption of a common policy will make it possible to effectively combat the proliferation of small arms and light weapons.

The imposition and implementation of an arms embargo is an essential tool for preventing the escalation of wars and conflicts, as well as to support the peace process. Paragraphs II/15 and 32 of the UN Programme of Action underline the States' responsibility in this area. An analysis of the national reports for the year 2003 by the UN Institute for Disarmament Research (UNIDIR) makes it clear that only a small half of the States have taken a position on the subject of an arms embargo. Switzerland invites all member states to take a closer look at this problem, and to ensure that their own national legislation contains provisions to punish arms embargo violations in an appropriate manner. It is also essential for Member States to strengthen their support of the United Nations, providing the necessary funding and expertise for monitoring arms embargos.

Switzerland would also like to underline the importance of efficient tracing mechanisms as companion measures for the implementation of export controls and arms embargos. Tracing helps to identify and eventually to disrupt the trade routes for illegal SALW shipments. We call upon the United Nations to give more weight to tracing efforts in future, notably in the context of peacekeeping operations, sanctions committees, and disarmament, demobilisation and reintegration (DD&R) projects, and also to formulate the mandates for such operations correspondingly and provide the necessary expertise.